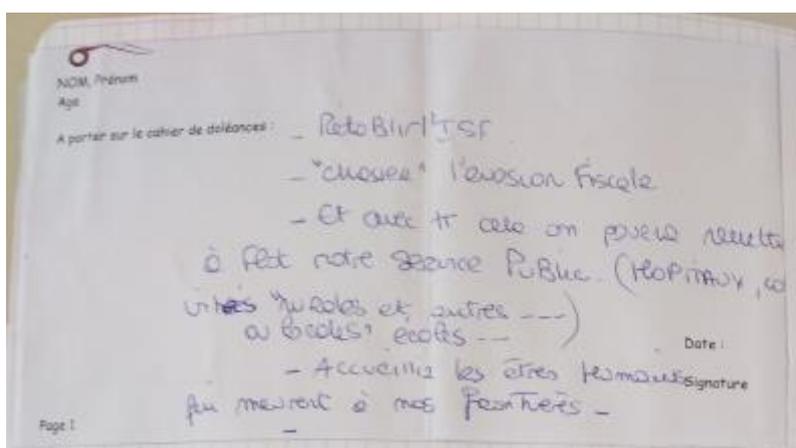


Plassay

code INSEE : 17280

727 habitants

Communauté de communes : Cœur de Saintonge



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W270) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format petits carreaux, couverture de plastique blanc transparent, 96 p.

Couverture AMF couleur.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

La plupart des contributions sous forme de coupon-réponse à une lettre du maire, avec partie "coordonnées" et partie "À porter sur le cahier de doléances".

13 contributions.

DOLEANCES

Je suis une maman solo de 5 enfants, âgés respectivement de 30, 22, 20, 15 et 11 ans et dont la dernière est lourdement handicapée.

J'ai donc dû arrêter de travailler pour m'occuper de ma fille il y a maintenant de 11 ans, Je ne perçois que 530 € de PCH (comme aidant familial) par mois, et avec ceci je dois assurer les frais de l'handicap de ma fille (matériels, médicaments, etc et dont pour beaucoup ne sont pas pris en charge ou très très peu).

Voilà donc mes doléances.

- Davantage de référendums -
- Pas de T.V.A. sur les produits de 1^{ère} nécessité y compris les produits d'hygiène -
- Baisse des tarifs d'électricité, de gaz et d'eau -
- Diminution des taxes sur les carburants -
- Davantage de contrôles sanitaires sur tous les produits de consommation -
- Elections législatives à la proportionnelle -

Moi, rural, j'ai l'impression d'avoir comme interlocuteur étatique que des gens qui ne voient la France que de leur tour parisienne avec à leur disposition toutes les commodités (voiture de fonction, RER, métro, etc...).

Cette liste n'est malheureusement pas complète

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 6 lignes, 52 mots

- 1/ Fin des retraites après le mandat.
- 2/ Augmentation du SMIC.
- 3/ Arrêt immédiat des impôts indirects (TVA, carburant, etc.)
- 4/ Diminution du train de vie exagérée de nos élus (service de table).
- 5/ Et arrêt immédiat de prendre l'argent où il y en a plus.
- 6/ Arrêt de taxer les retraités.

2. Manuscrit (coupon préimprimé collé), 10 lignes, 76 mots (homme)

NOM Prénom : [Nom Prénom]

Âge : 70 ans

À porter sur le cahier de doléance :

Démission du gouvernement.

Démission du président de la République.

Diminution des députés à l'Assemblée nationale.

Diminution des sénateurs.

Retour de l'ISF. Redonner la CSG aux retraités. À tous les retraités, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Nous donner la possibilité d'un référendum d'initiative citoyenne. Payer moins de taxes et moins d'impôts.

Diminution de la TVA sur l'alimentaire.

Pourquoi supprimer la taxe d'habitation sur trois ans. Elle peut se faire sur un an et pour tout le monde.

Date : 13.01.2019

Signature : [Signature]

3. Manuscrit (coupon préimprimé collé), 10 lignes, 84 mots

À porter sur le cahier de doléance :

Nous demandons la redistribution des richesses.

Nous demandons des créations d'emplois à outrance pour tous ces gens qui n'ont rien, et il ne s'agit pas de traverser la rue pour du travail, jusqu'à maintenant les chefs d'État n'ont pas fait de miracle. Nous demandons le maintien des bureaux de poste dans toutes les communes. Nous demandons la non-fermeture des hôpitaux et des maternités. Nous demandons la non-fermeture des trésoreries déjà implantées. Nous demandons plus d'infirmiers et infirmières, plus de médecins surtout dans la campagne.

Date : 11.01.2019

Signature : [Signature]

4. Manuscrit, 1 ligne, 12 mots (homme)

NOM Prénom : [Nom Prénom]

Âge : 69 ans

À porter sur le cahier de doléance :

Tout à fait d'accord avec les revendications du Plassay.

Info 61. Salutations

Date : 13.01.2019

Signature : [Signature]

5. Manuscrit (coupon), 12 lignes, 112 mots (homme)

NOM Prénom : [Nom Prénom]

Âge : 40 ans

À porter sur le cahier de doléance :

Les autoroutes : nos parents voire grands-parents les ont déjà financées avec nos impôts ! Il faut les renationaliser et faire payer une vignette de 50 € / an à chaque possesseur d'une voiture (carte grise).

Nous sommes le pays d'Europe où nous payons le plus d'impôts ! Nous devons donc RÉDUIRE NOS DÉPENSES ! Mon avis est que nous devons revoir notre politique familiale. Donnons des aides pour faire un ou deux enfants. Si une famille veut en faire plus, elle doit assumer cette décision financièrement.

Il faut interdire les voitures en ville de plus de 20 000 habitants et mettre à dispo les transports en commun (à horizon 5 ANS).

Date : 13.01.2019

Signature : [Signature]

6. Manuscrit, 7 lignes, 65 mots

À porter sur le cahier de doléance :

Électricité. Développer des projets nouveaux ; plus de forages hydroélectriques / éolienne en mer à réfléchir / solaire grande échelle si c'est vraiment écologiquement rentable, etc.

ENFIN : ne pas hésiter à COPIER ce qui se fait mieux ailleurs et qui fonctionne (EUROPE DU NORD), etc. etc.

Ouvrir un débat sur la santé : avons-nous vraiment les moyens de tout gratuit à l'hôpital, etc. ?

Date :

7. Dactylographié collé, 16 lignes, 146 mots (homme)

Bonjour,

Veuillez trouver ci-dessous ma participation au débat national.

Je suis un retraité de 60 ans manifestant pour la 1^{ère} fois de sa vie.

Mon constat :

- Exaspéré par le racket fiscal,
- Toujours plus d'impôts et de taxes pour moins de service public (où va l'argent ?).
- Éducation et respect qui se dégradent.
- Une fracture numérique insupportable : mauvais fonctionnement de la 3G, de l'ADSL et de la TNT.

Mes propositions :

- Exonérer de la taxe d'habitation pour 100 % des foyers fiscaux.
- Alléger les dépenses de fonctionnement de l'État par : moins de commissions et d'observatoires en tout genre, suppression du Sénat, diminution du train de vie de l'État à l'instar des pays nordiques, moins de mesures d'accompagnement de l'immigration...
- Améliorer l'efficacité de l'éducation nationale.
- Reconnaître le vote blanc.
- Exiger des opérateurs un fonctionnement à 100 % de leurs services (sans coupure ni ralentissement).

Cordialement,

[Initiales prénom Nom]

8. Manuscrit (coupon), 5 lignes, 36 mots

NOM Prénom :

Âge :

À porter sur le cahier de doléance :

Rétablir l'ISF.

« Chasser » l'évasion fiscale

Et avec tout cela on pourra remettre à flot notre service public (hôpitaux, collectivités rurales ou locales, écoles et autres...).

Accueillir les êtres humains qui meurent à nos frontières.

Date :

Signature :

9. Dactylographié (3 pages collées), 80 lignes, 971 mots (femme)

DOLÉANCES

Je suis une maman solo de 5 enfants, âgés respectivement de 30, 22, 20, 15 et 11 ans et dont la dernière est lourdement handicapée. J'ai donc dû arrêter de travailler pour m'occuper de ma fille il y a maintenant 11 ans. Je ne perçois que 530 € de PCH (comme aidant familial) par mois et avec ceci je dois assurer les frais de l'handicap de ma fille (matériels, médicaments, etc. et dont pour beaucoup ne sont pas pris en charge très très peu).

Voilà donc mes doléances :

- **RIC référendum d'initiative citoyenne** en toute matière).
- Zéro SDF : urgent.
- Augmentation des allocations handicapés (AAH et AEEH).
- Reconnaissance des parents aidant familial.
- Pour les aidants devant cesser en partie ou complètement leur emploi, le statut devrait couvrir les besoins familiaux de l'enfant et de l'aidant.
- Augmentation du barème des PCH.
- Le parcours formatif de l'aidant familial devrait être diplômant et ouvrir à la validation des acquis de l'expérience (VAE).
- Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- SMIC à 1300 euros nets.
- Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes
- Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- CASIER JUDICIAIRE VIERGE ET SALAIRE MÉDIAN POUR TOUS LES ÉLUS.
- Impôts : que les GROS (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE, PME) payent petit.
- Même système de sécurité sociale pour tous (y compris artisans et auto-entrepreneurs). Fin du RSI.
- PAIEMENT ET AUGMENTATION DE LA PAC AUX AGRICULTEURS.
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- Pas de retraite en dessous de 1200 €.
- Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et au chèque-vacances.
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.
- Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique).
- Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travailler avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).

- Salaire maximum fixé à 15 000 euros.
- Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- Limitation des loyers. Davantage de logements à loyer modéré (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).
- Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, aéroport...).
- Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
- L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
- Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la terminale.
- Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
- Le référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures, alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendé par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.
- Retour un mandat de 7 ans pour le président de la République. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la République permettrait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple.
- Retraite à 60 ans.

Signatures

Madame [Prénom Nom]

50 ANS

[Signature]

Madame [Prénom Nom]

22 ANS

[Signature]

Monsieur [Prénom Nom]

20 ANS

[Signature]

10. Dactylographié (2 pages), 77 lignes, 954 mots (homme)

[Nom Prénom]

55 ans

2018 une année record pour la redistribution des dividendes aux actionnaires. Je propose que les dividendes soient redistribués différemment :

1/3 actionnaires,

1/3 investissements,

1/3 salariés.

Pour les salariés, une plus-value pour les productifs (souvent les bas salaires) sinon une taxe sur les dividendes versés.

De plus en plus de machines automatiques remplacent les salariés dans la grande distribution les autoroutes, central téléphonique, etc. Je propose que ces automates soient chargés socialement au même titre qu'un salarié (Pôle emploi, retraite, sécurité sociale...) ce qui renflouerait les caisses et ferait certainement sauvegarder des emplois souvent peu qualifiés.

Revoir l'ISF. La suppression de l'ISF devrait être liée à des investissements faits par les personnes payant l'ISF auprès des PME et TPE qui sont généralement les entreprises créatives d'emploi, de plus non délocalisables généralement, et ne pouvant avoir accès aux travailleurs détachés.

Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) accordé profite aux grandes entreprises mais très peu aux PME et TPE. De plus, ce crédit d'impôt devait à l'origine permettre la création de nombreux emplois. Aujourd'hui des emplois auraient été sauvés par ce dispositif, aucun chiffre à ce jour n'est disponible donc aucun ratio entre les sommes versées/emplois sauvegardés, emplois créés n'est évaluable. Je rappelle [que] le CICE est un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour 2018 ; à partir de 2019 il est transformé par un allègement des charges patronales pour un coût d'environ 40 milliards d'euros : pour combien d'emplois créés ?

Augmentation du SMIC : le SMIC a été augmenté du niveau de l'inflation, en aucun cas de 100 € ; c'est la prime d'activité qui a été augmentée donc entre un travailleur sans prime d'activité et un travailleur avec prime d'activité à travail égal/revenu différent.

Quid des petits salariés, moins de 1500 euros nets mensuels ?

Quid des salaires des fonctionnaires gelés depuis de nombreuses années ?

Quid des indemnités de chômage gelées depuis de nombreuses années aussi ?

Retraite : revalorisation des retraites au moins au niveau de l'inflation, beaucoup de retraités aujourd'hui ont moins de 1000 euros mensuels ; de ce fait, après avoir travaillé souvent plus de quarante ans, ils se retrouvent dans la précarité ; de plus on parle de leur diminuer la pension de réversion.

Réduction drastique des niches fiscales : aujourd'hui qui a la connaissance de toutes les niches fiscales qui bien souvent profitent à ceux qui peuvent se payer un conseiller fiscal. ? Ces niches permettent l'optimisation fiscale légale au plus favorisé. Enfin mettre en place une réelle lutte contre l'évasion fiscale.

Connaître la liste de toutes les commissions afin de savoir lesquelles sont réellement utiles ; en France, quand il y a un problème, on crée une commission qui rend ou pas un rapport qui est généralement enterré ou directement mis à la poubelle. De plus ces commissions sont généralement composées de hauts fonctionnaires qui n'ont qu'une connaissance théorique des problèmes mais pas de connaissances de terrain. De plus les commissions sont souvent approchées voire orientées par des lobbies. Combien coûtent ces commissions aux Français ?

Le Conseil économique, social et environnemental est un organisme dont très peu de personnes connaissent l'existence. Quel est son rôle ? Combien de membres ? Combien de collaborateurs et conseillers ? Combien de personnels administratifs ? Quels niveaux de rémunération ? Et enfin quel coût pour le budget ?

Employés territoriaux : aujourd'hui avec les millefeuilles de l'organisation territoriale (commune, communauté de communes, pays, département, région, État), combien de personnes pour s'occuper bien souvent d'un même dossier et ce au détriment du nombre d'employés communaux en règle générale ? De plus, ceux-ci sont de plus en plus sollicités à cause ou grâce aux nouvelles normes

environnementales. Ce qui impose aux communes de faire appel au « contrat aidé », même si on parle aujourd'hui d'en réduire le nombre.

Les emplois aidés semblaient être une bonne idée au départ, mais le retour sur investissement est-il cohérent ? Combien d'emplois pérennes à la sortie ? Même si c'est un bol d'oxygène pour les salariés et les petites communes.

Après avoir regardé de près toutes les doléances, je pense qu'une économie budgétaire importante pourrait être réalisée et permettre de vraies augmentations des bas salaires et revenus, et encore dégager des crédits pour un service public rural cohérent ; dans les campagnes vieillissantes tout le monde ne connaît pas l'utilisation d'Internet, des nouvelles technologies et se retrouve souvent dépourvu au téléphone devant un automate qui leur dit : tapez 1 pour... ou 2 pour... ou 3...

La mise en place de lignes de minibus régulières ou à la demande pour transporter vers les agglomérations les personnes désireuses.

La suppression des lits dans les hôpitaux, la fermeture des maternités (faire plus de 50 km pour accoucher) peut engendrer des accouchements sur le bord de la route. Des kilomètres sont aussi à faire pour chaque visite chez des spécialistes.

Sans oublier les déserts médicaux malheureusement déjà installés.

Le non-remplacement des départs en retraite oblige le personnel à travailler plus et à passer moins de temps à s'occuper correctement des résidents des maisons de retraite, patients...

La suppression des services publics de proximité (sous-préfecture, service des impôts, Trésor public, PTT...) oblige les personnes à se déplacer vers les agglomérations et à ce jour n'ont que leur véhicule pour s'y rendre (bonjour le bilan carbone), et les économies pour ces personnes. Peut-être regrouper les services publics ruraux ou mettre en place des personnes ressources pour orienter et aider les personnes en difficulté avec les démarches administratives.

Moi, rural, j'ai l'impression d'avoir comme interlocuteur étatique que des gens qui ne voient la France que de leur tour parisienne avec à leur disposition toutes les commodités (voiture de fonction, RER, métro, etc.).

Cette liste n'est malheureusement pas complète.

Le 19 janvier 2019

[Signature]

11. Manuscrit, 8 lignes, 52 mots (femme)

[Prénom Nom]

48 ans

- Davantage de référendums.
 - Pas de TVA sur les produits de première nécessité, y compris les produits d'hygiène.
 - Baisse des tarifs d'électricité de gaz et d'eau.
 - Diminution des taxes sur les carburants.
 - Davantage de contrôles sanitaires sur tous les produits de consommation.
 - Élections législatives à la proportionnelle.
-

12. Mail imprimé, 8 lignes, 99 mots (femme)

Sujet : cahier de doléances

De : adresse mail

Date : 05/02/19 à 14:38

Pour : mairie@plassay.fr

Bonjour,

Voici les propositions que je soutiens.

[Nom Prénom] 49 ans

Soutien de l'État aux petites municipalités pour développer des moyens de locomotion pour les plus démunis.

Remise en place de l'ISF.

CICE que pour les petites et moyennes entreprises et compte-rendu public sur ce qu'en ont fait les grandes entreprises.

Pour le référendum d'initiative citoyenne.

Plus de cadeau fiscal pour les entreprises les plus riches.

Soutien financier aux hôpitaux et aux maisons de retraite, et notamment plus de personnels qualifiés.

Pour les impôts, refaire des paliers plus équitables (SMIC non imposable – 1^{er} palier après 3000 euros...).

Revalorisation des seuils des retraites.

Cordialement

—

13. Dactylographié collé, 22 lignes, 245 mots (maire)

Patrice Bachereau, 53 ans, maire de la commune de Plassay

Le 20 février 2019 [*manuscrite*] [signature]

En plus de la fracture sociale qui frappe notre pays s'ajoute la fracture territoriale.

Outre toutes les revendications justifiées concernant le pouvoir d'achat, la santé, l'emploi, etc. quelques propositions pour redonner de la cohérence à nos territoires, du pouvoir d'achat et de la croissance.

Suppression des régions :

- Que les projets régionaux soient développés par des assemblées départementales
- Qu'une partie des fonctionnaires territoriaux des régions soient dédiés à la récupération de toutes les formes de fraude : fiscale, retraite, emploi, santé, logement, sociale...)
- Que les autres fonctionnaires soient assignés au service public dans des services en déshérence
- Attribuer les budgets des régions en faveur de la santé : hôpitaux, maternité, aide à l'installation des médecins en milieu rural...

Cahier de Plassay

Renforcement des compétences et des moyens alloués aux départements et aux communes. Ces deux entités jouent un véritable rôle de proximité qui fait cruellement défaut dans notre société. Elles sont les premiers maillons de notre démocratie.

Assouplissement des schémas de cohérence territoriale afin que les communes rurales puissent, dans leurs documents d'urbanisme, proposer davantage de terrains constructibles tout en respectant les terres agricoles.

Cette mesure permettrait aux primo-accédants de s'installer plus facilement. Choix motivé par le prix attractif des terrains et les taxes moins élevées, par des raisons souvent géographiques et la volonté de profiter de la quiétude de la ruralité.

Diminuer les contributions des communes aux remboursements de la dette contribuerait à renforcer l'investissement local, la croissance et le développement de PME.

[FIN]